



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 54.488/4
du 12 décembre 2013

sur

un projet d'arrêté royal
'modifiant diverses
dispositions relatives au statut
des militaires'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 54.488/4
van 12 december 2013

over

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van
verschillende bepalingen
betreffende het statuut van de
militairen'

Le 14 novembre 2013, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Défense à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant diverses dispositions relatives au statut des militaires'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 12 décembre 2013. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Jacques JAUMOTTE et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Véronique SCHMITZ, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Jacques JAUMOTTE.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 12 décembre 2013.

*

Op 14 november 2013 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Landsverdediging verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van verschillende bepalingen betreffende het statuut van de militairen'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 12 december 2013. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Jacques JAUMOTTE en Bernard BLERO, staatsraden, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Véronique SCHMITZ, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Jacques JAUMOTTE.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 12 december 2013.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

RECEVABILITÉ

Les articles 18 à 21 du projet tendent à modifier l'arrêté royal du 14 mars 1960 'portant organisation au département de la Défense nationale, d'un secrétariat administratif et technique' et les articles 97 et 98 du projet ont pour objet de modifier l'arrêté royal du 21 décembre 2001 'déterminant la structure générale du Ministère de la Défense et fixant les attributions de certaines autorités'.

Ces dispositions n'ont pas été examinées dès lors qu'elles n'ont pas de portée réglementaire ¹.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. Plusieurs dispositions légales invoquées comme fondement juridique des dispositions en projet sont rédigées par référence aux dispositions législatives et réglementaires applicables aux candidats ou aux militaires du cadre actif.

On peut ainsi citer, pour exemples, l'article 6 de la loi du 16 mai 2001 'portant statut des militaires du cadre de réserve des Forces armées' ²⁻³ ou encore l'article 10bis de la loi du 23 décembre 1955 'sur les officiers auxiliaires de la Force aérienne, pilotes et navigateurs' ⁴⁻⁵. De surcroît, l'article 4 de la loi du 11 novembre 2002 'relative aux officiers auxiliaires des Forces armées' renvoie, sauf si elles sont incompatibles, aux dispositions de la loi du 23 décembre 1955.

¹ Concernant l'article 98 du projet, voir l'avis 54.022/4, donné le 9 octobre 2013, sur un projet devenu l'arrêté royal du 7 novembre 2013 'relatif aux attributions de certaines autorités militaires'.

² L'article 6 de la loi du 16 mai 2001 est rédigé comme suit :

« Pour autant que ces dispositions ne soient pas incompatibles avec les dispositions de la présente loi, toutes les dispositions législatives et réglementaires relatives au statut des officiers de carrière, des sous-officiers de carrière ou des volontaires de carrière sont applicables aux militaires de réserve, selon la catégorie de personnel à laquelle ils appartiennent.

Pour autant que ces dispositions ne soient pas incompatibles avec les dispositions de la présente loi, toutes les dispositions législatives et réglementaires relatives au statut des candidats militaires du cadre actif sont applicables aux candidats militaires de réserve [...] ».

³ Voir également l'article 54 de la loi du 16 mai 2001.

⁴ L'article 10bis de la loi du 23 décembre 1955 est rédigé de la manière suivante : « Sont applicables aux officiers auxiliaires, sauf si elles sont incompatibles avec les dispositions de la présente loi, toutes les dispositions légales et réglementaires relatives au statut des officiers de carrière. ».

⁵ Une disposition similaire n'existe pas pour les candidats officiers auxiliaires mais ceux-ci font partie du cadre actif en application l'article 2, alinéa 1^{er}, 2^o, de la loi du 28 février 2007.

La section de législation du Conseil d'État a eu récemment à se prononcer sur les conséquences de ce procédé législatif de renvoi lors de son contrôle des fondements juridiques du texte qui lui était soumis à propos du statut BDL. Dans son avis 54.021/4 donné le 9 octobre 2013, sur un projet devenu l'arrêté royal du 7 novembre 2013 'relatif au statut administratif du militaire qui contracte un engagement à durée limitée', elle a fait observer ce qui suit :

« 1. Le projet d'arrêté à l'examen a pour objet d'exécuter la loi du 30 août 2013 'instituant la carrière militaire à durée limitée'. Cette loi ne règle pas tous les aspects de la carrière du militaire à durée limitée, mais uniquement ceux qui nécessitent des dispositions dérogatoires au régime de droit commun des candidats et militaires du cadre actif⁶. Comme l'indique le rapport au Roi, l'arrêté en projet a donc pour but 'de compléter les dispositions du statut, selon le cas, des postulants, des candidats militaires et des militaires du cadre actif, ou d'y déroger lorsque cela s'avère nécessaire'.

1.2. Dans la mesure où certaines dispositions du projet ne devraient se fonder sur des habilitations faites au Roi dans la loi du 30 août 2013, le fondement juridique de ces dispositions doit être recherché dans la combinaison de l'article 3 de cette loi avec les dispositions pertinentes de la loi du 28 février 2007 'fixant le statut des militaires du cadre actif' qui chargent le Roi de leur exécution, [...].

Par conséquent, le préambule de l'arrêté en projet sera complété, d'une part, pour viser à l'alinéa 2, l'article 3 de la loi du 30 août 2013 et, d'autre part, pour viser, dans l'alinéa 1^{er}, les articles 12, 105 et 106 de la loi du 28 février 2007, lesquels constituent le fondement juridique des dispositions de l'arrêté en projet qui reprennent des règles du régime de droit commun pour les adapter aux militaires BDL ».

La même observation vaut en l'espèce et le préambule sera complété en conséquence.

C'est sous la réserve d'un fondement juridique adéquat que seront développées les observations particulières sous les articles 32, 47, 57, 101 à 103, 105, 110 et 111, 118 à 123, 126 et 127, du projet⁷.

⁶ Note de bas de page 1 de l'avis cité : En effet, selon l'article 3 de cette loi,

« Pour autant que ces dispositions ne soient pas incompatibles avec les dispositions de la présente loi et pour autant que les dispositions réglementaires ne soient pas incompatibles avec les dispositions réglementaires prises en exécution de la présente loi, toutes les dispositions législatives et réglementaires applicables aux militaires de carrière sont applicables aux militaires BDL, selon la catégorie de personnel et le niveau auxquels ils appartiennent.

Pour autant que ces dispositions ne soient pas incompatibles avec les dispositions de la présente loi et pour autant que les dispositions réglementaires ne soient pas incompatibles avec les dispositions réglementaires prises en exécution de la présente loi, toutes les dispositions législatives et réglementaires applicables, selon le cas, aux postulants ou aux candidats militaires de carrière, sont applicables aux postulants BDL ou candidats militaires BDL, selon la catégorie de personnel à laquelle ils appartiennent.

Les dispositions des lois coordonnées sur les pensions militaires s'appliquent aux militaires BDL ».

⁷ À ce sujet, l'officier délégué a indiqué ce qui suit : « Bases légales (par ricochet) :

Art 32 : Art 10bis de la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs, renvoyant vers l'Art 21 de la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires et des candidats militaires du cadre actif des Forces armées.

Art 47 : Art 10bis de la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs et l'Art 6, alinéa 2, de la loi du 16 mai 2001 portant statut des militaires du cadre de réserve des Forces armées, renvoyant tout deux vers l'Art 101 de la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires et des candidats militaires du cadre actif des Forces armées.

Art 101 à 103 : Art 6, alinéa 2, de la loi du 16 mai 2001 portant statut des militaires du cadre de réserve des Forces armées, renvoyant vers l'Art 79/1, 3°, de la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires et des candidats militaires du cadre actif des Forces armées.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

Alinéa 3

Il y a lieu d'omettre les mots « l'article » dans la version française de l'alinéa 3.

Alinéa 8

À l'alinéa 8, il y a lieu de viser l'article 3, § 3, alinéa 5, § 4, alinéa 2, et § 5, de la loi du 16 mars 1994 'relative au statut et aux rétributions du personnel enseignant de l'École royale militaire' qui sert de fondement juridique aux articles 87 et 147 du projet.

Alinéa 9

Pour l'article 74 du projet, un fondement juridique peut également être trouvé dans l'article 3^{ter} de la loi du 20 mai 1994 'relative à la mise en œuvre des Forces armées, à la mise en condition, ainsi qu'aux périodes et positions dans lesquelles le militaire peut se trouver'. L'alinéa 9 sera complété sur ce point.

Alinéa 10

Le paragraphe 1^{er} de l'article 90 de la loi du 20 mai 1994 'relative aux statuts du personnel de la Défense' constitue le fondement juridique des articles 145 et 146 du projet et l'alinéa 10 sera complété en ce sens.

Alinéa 12

Les articles 19, 32, 32bis, 33, 70 et 71, de la loi du 16 mai 2001 'portant statut des militaires du cadre de réserve des forces armées' ne doivent pas être mentionnés à l'alinéa 12.

En outre, il y a lieu de préciser, dans les dispositions légales citées, que ce sont les articles 6 et 53, alinéa 1^{er}, qui constituent des fondements au projet examiné.

Art 110 et 111 : Art 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 16 mai 2001 portant statut des militaires du cadre de réserve des Forces armées, renvoyant vers l'Art 57 de la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires et des candidats militaires du cadre actif des Forces armées ».

Alinéa 15

L'alinéa 15 peut être modifié en supprimant l'article 88, alinéa 3, de la loi du 28 février 2007 'fixant le statut des militaires et candidats militaires du cadre actif des forces armées' et en ajoutant, aux dispositions visées, les articles 9, alinéa 1^{er}, 2°, 21/1, 58 et 79/1, 4°, de la même loi ⁸, avec la mention des modifications qu'ils ont subies.

Alinéa 17

L'arrêté royal du 21 décembre 2001 'déterminant la structure générale du Ministère de la Défense et fixant les attributions de certaines autorités' est visé à l'alinéa 41 du préambule. L'alinéa 17 doit par conséquent être omis.

Alinéa 25

À l'alinéa 25, il n'est pas nécessaire d'indiquer les modifications subies par l'arrêté royal visé ⁹.

Alinéa 30

Dans la version française de l'alinéa 30, il y a lieu de viser « l'arrêté royal du 13 novembre 1991 relatif aux engagements et rengagements des candidats militaires du cadre actif ».

La même observation vaut pour l'intitulé du Chapitre 13.

Alinéa 40

L'alinéa 40 doit être modifié car la date de l'arrêté royal visé est le 28 janvier 2000.

DISPOSITIF

Article 6

La modification prévue à l'article 6 ne s'applique pas à l'article 14, alinéa 4, de l'arrêté royal du 17 août 1927 'régulant l'état et la position des aumôniers militaires' puisqu'il est question, dans cette disposition, du « Ministre ».

⁸ Ce sont, notamment, les fondements juridiques des articles 29, 1°, 65, 29, 2°, et 66 du projet.

⁹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 30.

Article 9

L'article 9, 2°, ne fait pas référence à la période de crise visée à l'article 186, alinéa 1^{er}, de la loi du 28 février 2007.

De l'accord de l'officier délégué, l'article 9 du projet sera complété en ce sens.

Article 16

La modification prévue à l'article 16 s'applique à l'article 13 de l'arrêté royal du 17 mai 1952 'déterminant l'état et la position des aumôniers militaires des cadres de réserve'.

Concernant le texte français des articles 12, alinéa 3, 13, et 15, alinéa 2, l'intention de l'auteur du projet est sans doute de remplacer les mots « les cadres » ou « des cadres », selon le cas, par les mots « le cadre » ou « du cadre » dans les dispositions concernées.

Article 29

L'article 29, 3°, doit être rédigé en ce sens qu'il modifie l'article 6, § 3, alinéa 2, de l'arrêté royal du 2 septembre 1978 'relatif au statut des officiers auxiliaires et candidats officiers auxiliaires pilotes'.

Article 46

Compte tenu de la modification apportée à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 13 novembre 1991 'fixant les règles applicables à l'appréciation des qualités caractérielles des candidats des forces armées' par l'article 44 du projet, il y a lieu de modifier l'article 8bis de cet arrêté royal pour n'y mentionner que « le candidat ».

La même observation vaut pour l'article 47 appelé à modifier l'article 8ter du même arrêté.

Article 62

L'article 9 en projet paraphrase l'article 79/1, 2°, de la loi du 28 février 2007.

Le rappel dans un arrêté réglementaire d'une disposition de force obligatoire supérieure est non seulement superflu, mais pareille manière de faire a, en outre, pour effet d'occulter la véritable nature de la norme supérieure : en reproduisant celle-ci, l'auteur du projet agit en effet comme s'il était compétent pour arrêter – et donc modifier – cette norme supérieure. Il est vrai que, dans un but de lisibilité de l'ensemble du dispositif, il peut être admis de reproduire des normes de niveau hiérarchique supérieur, mais, afin d'éviter les inconvénients qui viennent d'être rappelés, le texte doit alors indiquer qu'il s'agit du rappel de ces normes, à l'aide par exemple de la formule « Conformément à l'article [...] de la loi [...], [...] ».

L'article 62 sera rédigé en ce sens.

Article 63

L'article 63 tend, dans l'article 11 de l'arrêté royal du 13 novembre 1991 'relatif aux engagements et rengagements des candidats militaires du cadre actif', à ajouter l'hypothèse de l'absence illégale de plus de vingt et un jours consécutifs aux cas dans lesquels l'engagement et le rengagement des candidats militaires peuvent être résiliés d'office.

Une telle disposition ne constitue pas une simple modalité relative à la résiliation de l'engagement ou du rengagement du candidat militaire qui, selon l'habilitation contenue dans l'article 79/1, 3°, de la loi du 28 février 2007, peut être fixée par le Roi.

Eu égard au principe de légalité, les éléments essentiels relatifs aux hypothèses de résiliation d'office doivent être déterminés par la loi, comme tel est le cas pour le retrait définitif de l'emploi des militaires du cadre actif selon l'article 59, alinéa 1^{er}, de la même loi.

L'article 63 doit dès lors être omis ainsi que, par voie de conséquence, l'article 64, 2°.

La même observation vaut pour les articles 168, c) et 169 du projet ¹⁰.

Article 67

La section de législation se demande si les articles 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 2, et 2 de l'arrêté du 30 octobre 1991 'relatif à la résidence de certaines catégories de militaires' ne sont pas obsolètes. Il y aura dès lors lieu d'envisager leur abrogation.

Articles 76 et 78

Les articles 76 et 78, 1° et 2°, paraphrasent l'article 87, alinéas 1^{er} et 3, de la loi du 28 février 2007.

Il est renvoyé à l'observation formulée sous l'article 62.

Article 90, 1°

1. Dans l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 9 mars 1995 'relatif à la responsabilité civile et à l'assistance en justice des militaires et à l'indemnisation du dommage subi par eux', en projet, il y a lieu de préciser quelle est « l'autorité compétente » à laquelle est subdélégué le soin de fixer les « modalités » relatives à l'accusé de réception de l'information selon laquelle le militaire ou l'ancien militaire a subi un dommage. En outre, la section de

¹⁰ À noter que dans la version française de l'article 168 du projet, il faut lire « a) » à la place du « 1° ».

législation se demande s'il s'agit de modalités ou s'il ne s'agit pas uniquement d'établir un modèle d'accusé de réception. En effet, dans le commentaire de l'article 90, il est indiqué à ce sujet que « cet accusé de réception comportera un rappel des données et informations que devra contenir la demande d'indemnisation ».

Interrogé sur l'article 90 du projet, l'officier délégué a précisé ce qui suit :

« Les 'modalités' de l'accusé de réception seront fixées dans une directive et visent uniquement le modèle de cet accusé qui reprendra clairement les informations utiles à l'intéressé pour faire valoir ses droits ».

L'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, en projet, sera par conséquent revu.

2. À l'article 10, § 1^{er}, alinéa 2, il y a lieu de biffer le mot « calendrier »¹¹.

Article 100

Il est renvoyé à l'observation générale 2 formulée sur le projet d'arrêté royal 'relatif aux cours de perfectionnement des militaires de carrière du cadre actif des forces armées, à l'épreuve d'accession au grade de premier sergent-major, à l'examen de qualification au grade d'adjudant-chef et aux épreuves professionnelles pour l'avancement au grade de major', lequel a fait l'objet de l'avis 54.487/4 donné ce jour.

Article 134

Il ressort du commentaire de l'article 134 que la rédaction de cette disposition s'inspire de l'article 12, alinéas 5 et 6, de l'arrêté royal du 21 novembre 2007 'fixant le fonctionnement de certaines instances au sein de la Défense et la procédure de comparution devant ces instances'.

Dans l'article 34, § 3, alinéa 1^{er}, en projet, la mention d'acter au procès-verbal le refus de signature fait double emploi avec l'alinéa 2, deuxième phrase, en projet, et doit par conséquent être omise.

La même observation vaut pour l'article 139 du projet.

¹¹ Il s'agit en effet de jours civils. *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 95, a). Voir dans le même sens l'avis 54.487/4, auquel se réfère l'observation sous l'article 100.

Articles 136 et 137

La section de législation observe une différence de rédaction aux articles 136, 1°, et 137, 1°.

Il y a lieu de privilégier la rédaction prévue à l'article 137 en ce qu'il est prévu d'utiliser l'expression « la langue du régime linguistique du militaire concerné ».

Article 138

Tel qu'il est rédigé, l'article 138 ne correspond pas avec l'article 43 de l'arrêté royal du 13 mai 2004 'relatif au personnel navigant des Forces armées'.

L'article 138 sera revu.

Article 158

Au 1°, il y a lieu de viser les alinéas 2 et 3 et au 2°, l'alinéa 3.

Article 171

La section de législation n'aperçoit pas la disposition légale qui, conformément à l'article 182 de la Constitution, peut servir de fondement juridique à cet article.

OBSERVATIONS FINALES

1. Vu l'ampleur des modifications apportées à un aussi grand nombre d'arrêtés, la section de législation n'a pas formulé d'observation de nature grammaticale ; il appartient à l'auteur du projet d'y procéder.

2. Il est prévu, dans de nombreuses dispositions du projet, de remplacer les mots « lettre recommandée à la poste » eu égard à la législation relative à la libéralisation des services postaux.

Cependant, il y a lieu d'accorder grammaticalement la fin de la phrase des dispositions concernées en ce sens qu'il s'agit dans la plupart des cas d'un envoi recommandé ou « enregistré au service des estafettes militaires » ou « enregistré à la poste militaire ».

Tel est le cas dans les articles 25, 1°, 121, 128, 131, 132, 3°, 135, 140, 145, 147 et 166.

De même, le texte français de l'article 66 du projet doit prévoir de remplacer les mots « la lettre recommandée » par les mots « l'envoi recommandé ». L'article 103 du projet sera également complété par les articles adéquats.

3. Dans le rapport au Roi, plusieurs commentaires des articles du texte en projet ne sont pas complets en raison de modifications légales et réglementaires en cours. L'auteur du texte veillera à mentionner les références en vigueur au moment de l'adoption de l'arrêté royal examiné.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONTVANKELIJKHEID

De artikelen 18 tot 21 van het ontwerp strekken tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 maart 1960 'houdende organisatie van een Administratief en Technisch Secretariaat op het departement van Landsverdediging' en de artikelen 97 en 98 van het ontwerp strekken tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 december 2001 'tot bepaling van de algemene structuur van het Ministerie van Landsverdediging en tot vastlegging van de bevoegdheden van bepaalde autoriteiten'.

Die bepalingen zijn niet onderzocht omdat ze niet reglementair van aard zijn.¹

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. In verscheidene wetsbepalingen die voor de ontworpen bepalingen als rechtsgrond worden vermeld, wordt verwezen naar de wettelijke en reglementaire bepalingen die van toepassing zijn op de kandidaten of de militairen van het actief kader.

Zo kan, bij wijze van voorbeeld, melding worden gemaakt van artikel 6 van de wet van 16 mei 2001 'houdende statuut van de militairen van het reservekader van de krijgsmacht'²⁻³ of van artikel 10*bis* van de wet van 23 december 1955 'betreffende de hulpofficieren van de Luchtmacht, piloten en navigatoren'⁴⁻⁵. Bovendien verwijst artikel 4 van de wet van 11 november

¹ Zie, aangaande artikel 98 van het ontwerp, advies 54.022/4 van 9 oktober 2013 over een ontwerp dat het koninklijk besluit van 7 november 2013 'betreffende de bevoegdheden van sommige militaire overheden' is geworden.

² Artikel 6 van de wet van 16 mei 2001 luidt als volgt:

"Voorzover deze bepalingen niet onverenigbaar zijn met de bepalingen van deze wet zijn alle wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende het statuut van de beroepsofficieren, de beroepsonderofficieren of de beroepsvrijwilligers toepasselijk op de reservemilitairen, naar gelang van de personeelscategorie waartoe zij behoren. Voor zover deze bepalingen niet onverenigbaar zijn met de bepalingen van deze wet zijn alle wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende het statuut van de kandidaat-militair van het actief kader toepasselijk op de kandidaat-reservemilitairen (...)"

³ Zie ook artikel 54 van de wet van 16 mei 2001.

⁴ Artikel 10*bis* van de wet van 23 december 1955 luidt als volgt: "Zijn toepasselijk op de hulpofficieren, behalve indien ze onverenigbaar zijn met de bepalingen van deze wet, alle wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende het statuut van de beroepsofficieren".

⁵ Een gelijkaardige bepaling bestaat niet voor de kandidaat-hulpofficieren, maar dezen maken deel uit van het actief kader krachtens artikel 2, eerste lid, 2°, van de wet van 28 februari 2007.

2002 'betreffende de hulpofficieren van de krijgsmacht' naar de bepalingen van de wet van 23 december 1955, tenzij ze onverenigbaar zijn.

De afdeling Wetgeving van de Raad van State heeft zich onlangs moeten uitspreken over de gevolgen van deze manier van wetten maken door middel van verwijzing bij zijn controle van de rechtsgronden van de tekst die hem met betrekking tot het BDL-statuut was voorgelegd. In zijn advies 54.021/4 van 9 oktober 2013 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 7 november 2013 'betreffende het administratief statuut van de militair die een dienstneming van beperkte duur aangaat', heeft de afdeling Wetgeving het volgende opgemerkt:

"1. Het voorliggende ontwerpbesluit beoogt de uitvoering van de wet van 30 augustus 2013 'tot instelling van de militaire loopbaan van beperkte duur'. Die wet regelt niet alle aspecten van de militaire loopbaan van beperkte duur, maar beperkt zich tot de aspecten waarvoor bepalingen nodig zijn die afwijken van de gemeenrechtelijke regeling die geldt voor de kandidaten en militairen van het actief kader⁶. Zoals in het verslag aan de Koning vermeld is, beoogt het ontworpen besluit dus 'de bepalingen van het statuut, naargelang het geval, van de sollicitanten, van de kandidaat-militairen en van de militairen van het actief kader aan te vullen of ervan af te wijken wanneer dit nodig wordt geacht'.

1.2. In zoverre sommige bepalingen van het ontwerp niet zouden moeten steunen op machtigingen die bij de wet van 30 augustus 2013 aan de Koning verleend worden, moet de rechtsgrond van deze bepalingen gezocht worden in de gezamenlijke lezing van artikel 3 van deze wet en de relevante bepalingen van de wet van 28 februari 2007 'tot vaststelling van het statuut van de militairen van het actief kader van de Krijgsmacht' die de Koning met de uitvoering ervan belasten, [...]

De aanhef van het ontworpen besluit moet bijgevolg aangevuld worden om, enerzijds, in het tweede lid te verwijzen naar artikel 3 van de wet van 30 augustus 2013 en, anderzijds, in het eerste lid te verwijzen naar de artikelen 12, 105 en 106 van de wet van 28 februari 2007, die de rechtsgrond vormen van de bepalingen van het ontworpen besluit die gemeenrechtelijke regels overnemen om ze af te stemmen op de militairen BDL."

Die opmerking dient ook hier te worden gemaakt en de aanhef moet dienovereenkomstig worden aangevuld.

⁶ Voetnoot 1 van het geciteerde advies: Artikel 3 van die wet bepaalt immers het volgende:

"Voor zover deze bepalingen niet onverenigbaar zijn met de bepalingen van onderhavige wet en voor zover de reglementaire bepalingen niet onverenigbaar zijn met de reglementaire bepalingen genomen in uitvoering van onderhavige wet, zijn alle wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende het statuut van de beroepsmilitairen van toepassing op de militairen BDL, naargelang de personeelscategorie en het niveau waartoe ze behoren. Voor zover deze bepalingen niet onverenigbaar zijn met de bepalingen van onderhavige wet en voor zover de reglementaire bepalingen niet onverenigbaar zijn met de reglementaire bepalingen genomen in uitvoering van onderhavige wet, zijn alle wettelijke en reglementaire bepalingen die, naargelang het geval, van toepassing zijn op de sollicitanten of de kandidaat-beroepsmilitairen van toepassing op de sollicitanten BDL of kandidaat-militairen BDL, naargelang de personeelscategorie waartoe ze behoren. De bepalingen van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen zijn van toepassing op de militairen BDL".

De bijzondere opmerkingen over de artikelen 32, 47, 57, 101 tot 103, 105, 110 en 111, 118 tot 123, 126 en 127, van het ontwerp⁷ worden onder voorbehoud van een deugdelijke rechtsgrond gemaakt.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

Derde lid

In de Franse tekst van het derde lid dienen de woorden “l'article” te vervallen.

Achtste lid

In het achtste lid moet worden verwezen naar artikel 3, § 3, vijfde lid, § 4, tweede lid, en § 5, van de wet van 16 maart 1994 ‘betreffende het statuut en de bezoldiging van het onderwijzend personeel van de Koninklijke Militaire School’, dat als rechtsgrond dient voor de artikelen 87 en 147 van het ontwerp.

Negende lid

Voor artikel 74 van het ontwerp is eveneens een rechtsgrond te vinden in artikel 3ter van de wet van 20 mei 1994 ‘betreffende de aanwending van de krijgsmacht, de paraatstelling, alsook betreffende de periodes en de standen waarin de militair zich kan bevinden’. Het negende lid moet op dat punt worden aangevuld.

Tiende lid

Paragraaf 1 van artikel 90 van de wet van 20 mei 1994 ‘inzake de rechtstoestanden van het personeel van Defensie’ vormt de rechtsgrond van de artikelen 145 en 146 van het ontwerp en het tiende lid dient in die zin te worden aangevuld.

⁷ In dit verband heeft de gemachtigde officier het volgende aangegeven: « Bases légales ‘par ricochet’ » :

Art 32 : Art 10bis de la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs, renvoyant vers l'Art 21 de la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires et des candidats militaires du cadre actif des Forces armées.

Art 47 : Art 10bis de la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs et l'Art 6, alinéa 2, de la loi du 16 mai 2001 portant statut des militaires du cadre de réserve des Forces armées, renvoyant tout deux vers l'Art 101 de la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires et des candidats militaires du cadre actif des Forces armées.

Art 101 à 103 : Art 6, alinéa 2, de la loi du 16 mai 2001 portant statut des militaires du cadre de réserve des Forces armées, renvoyant vers l'Art 79/1, 3°, de la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires et des candidats militaires du cadre actif des Forces armées.

Art 110 et 111 : Art 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 16 mai 2001 portant statut des militaires du cadre de réserve des Forces armées, renvoyant vers l'Art 57 de la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires et des candidats militaires du cadre actif des Forces armées ».

Twaalfde lid

De artikelen 19, 32, 32bis, 33, 70 en 71, van de wet van 16 mei 2001 'houdende statuut van de militairen van het reservekader van de krijgsmacht' behoren niet te worden vermeld in het twaalfde lid.

Bovendien dient in verband met de geciteerde wetsbepalingen te worden gepreciseerd dat het de artikelen 6 en 53, eerste lid, zijn die aan het voorliggende ontwerp rechtsgrond verlenen.

Vijftiende lid

Het vijftiende lid kan worden gewijzigd door geen melding te maken van artikel 88, derde lid, van de wet van 28 februari 2007 'tot vaststelling van het statuut van de militairen en kandidaat-militairen van het actief kader van de Krijgsmacht' en aan de bepalingen waarnaar verwezen wordt de artikelen 9, eerste lid, 2°, 21/1, 58 en 79/1, 4°, van dezelfde wet toe te voegen⁸, met vermelding van de wijzigingen die ze hebben ondergaan.

Zeventiende lid

Naar het koninklijk besluit van 21 december 2001 'tot bepaling van de algemene structuur van het Ministerie van Landsverdediging en tot vastlegging van de bevoegdheden van bepaalde autoriteiten' wordt verwezen in het eenenveertigste lid van de aanhef. Het zeventiende lid dient bijgevolg te vervallen.

Vijfentwintigste lid

Wat het vijfentwintigste lid betreft, is het niet nodig de wijzigingen te vermelden die vroeger aangebracht zijn in het koninklijk besluit waarnaar wordt verwezen.⁹

Dertigste lid

In de Franse tekst van het dertigste lid moet worden verwezen naar "l'arrêté royal du 13 novembre 1991 relatif aux engagements et rengagements des candidats militaires du cadre actif".

Die opmerking dient ook te worden gemaakt voor het opschrift van Hoofdstuk 13.

⁸ Dit zijn namelijk de rechtsgronden van de artikelen 29, 1°, 65 en 66 van het ontwerp.

⁹ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 30.

Veertigste lid

Het veertigste lid dient te worden gewijzigd omdat het koninklijk besluit waarnaar wordt verwezen, van 28 januari 2000 dateert.

DISPOSITIEF

Artikel 6

De in artikel 6 bedoelde wijziging is niet van toepassing op artikel 14, vierde lid, van het koninklijk besluit van 17 augustus 1927 'ter regeling van de staat en de stand der militaire aalmoezeniers', aangezien in deze bepaling sprake is van de "minister".

Artikel 9

In artikel 9, 2°, wordt niet verwezen naar de periode van crisis bedoeld in artikel 186, eerste lid, van de wet van 28 februari 2007.

De gemachtigde officier is ermee eens dat artikel 9 van het ontwerp dienovereenkomstig moet worden aangevuld.

Artikel 16

De in artikel 16 vervatte wijziging is van toepassing op artikel 13 van het koninklijk besluit van 17 mei 1952 'tot vaststelling van de staat der militaire aalmoezeniers van het reservekader'.

Wat de Franse tekst van de artikelen 12, derde lid 3, 13, en 15, tweede lid, betreft, is het ongetwijfeld de bedoeling van de steller van het ontwerp om in de betrokken bepalingen de woorden "les cadres" of "des cadres", naargelang van het geval, te vervangen door de woorden "le cadre" of "du cadre".

Artikel 29

Artikel 29, 3°, moet in die zin worden gesteld dat daarbij artikel 6, § 3, tweede lid, van het koninklijk besluit van 2 september 1978 'betreffende het statuut van de hulpofficieren en kandidaat-hulpofficieren piloten' wordt gewijzigd.

Artikel 46

Gelet op de wijziging die artikel 44 van het ontwerp aanbrengt in artikel 1 van het koninklijk besluit van 13 november 1991 'tot bepaling van de regels die gelden bij de beoordeling van de morele hoedanigheden van de kandidaten van de krijgsmacht', moet

artikel 8bis van dat koninklijk besluit aldus worden gewijzigd dat daarin alleen “de kandidaat” wordt vermeld.

Die opmerking moet ook worden gemaakt voor artikel 47, waarbij wijzigingen aangebracht worden in artikel 8ter van hetzelfde besluit.

Artikel 62

Het ontworpen artikel 9 parafraseert artikel 79/1, 2°, van de wet van 28 februari 2007.

Wanneer in een regelgevend besluit naar een bepaling met hogere rechtskracht wordt verwezen, is dat niet alleen overbodig maar verhult het bovendien de ware aard van de hogere regeling; door deze over te nemen, handelt de steller van het ontwerp immers alsof hij bevoegd zou zijn om die hogere regel vast te stellen en bijgevolg te wijzigen. Het is voor de leesbaarheid van het hele dispositief weliswaar aanvaardbaar normen met hogere rechtskracht over te nemen, maar om aan de hierboven vermelde bezwaren tegemoet te komen, moet dan in de tekst worden aangegeven dat het de memorering van deze normen betreft, bijvoorbeeld door middel van de formule “Overeenkomstig artikel (...) van de wet (...), (...)”.

Artikel 62 dient in die zin te worden gesteld.

Artikel 63

Artikel 63 strekt ertoe, in artikel 11 van het koninklijk besluit van 13 november 1991 ‘betreffende de dienstnemingen en wederdienstnemingen van de kandidaat-militairen van het actief kader’, het geval van een onwettige afwezigheid van meer dan eenentwintig opeenvolgende dagen toe te voegen aan de gevallen waarin de dienstneming en de wederdienstneming van de kandidaat-militairen van ambtswege kunnen worden verbroken.

Een dergelijke bepaling is niet louter een nadere regel met betrekking tot de verbreking van de dienstneming of wederdienstneming van de kandidaat-militair, die, krachtens de machtiging vervat in artikel 79/1, 3°, van de wet van 28 februari 2007, door de Koning kan worden vastgesteld.

Gelet op het wettigheidsbeginsel, dienen de essentiële elementen met betrekking tot de gevallen van verbreking van ambtswege bij de wet te worden bepaald, zoals het geval is voor de definitieve ambtsontheffing van de militairen van het actief kader krachtens artikel 59, eerste lid, van dezelfde wet.

Artikel 63 moet dan ook vervallen, evenals, bij wijze van gevolg, artikel 64, 2°.

Die opmerking moet ook worden gemaakt voor de artikelen 168, c), en 169 van het ontwerp.¹⁰

Artikel 67

De afdeling Wetgeving stelt zich de vraag of de artikelen 1, § 1, tweede lid, en 2 van het besluit van 30 oktober 1991 'betreffende het verblijf van sommige categorieën van militairen' niet achterhaald zijn. De opheffing ervan dient dan ook te worden overwogen.

Artikelen 76 en 78

De artikelen 76 en 78, 1° en 2°, parafraseren artikel 87, eerste en derde lid, van de wet van 28 februari 2007.

Er wordt verwezen naar de opmerking gemaakt bij artikel 62.

Artikel 90, 1°

1. In het ontworpen artikel 10, § 1, eerste lid, van het koninklijk besluit van 9 maart 1995 'betreffende de burgerlijke aansprakelijkheid van en de rechtshulp aan militairen en de vergoeding van de door hen opgelopen schade' moet worden gepreciseerd welke "de bevoegde overheid" is waaraan de taak wordt opgedragen om de modaliteiten vast te leggen met betrekking tot het ontvangstbewijs van de melding dat de militair of ex-militair schade heeft geleden. Bovendien vraagt de afdeling Wetgeving zich af of het gaat om modaliteiten dan wel of het gewoon de bedoeling is een model van ontvangstbewijs vast te stellen. In de bespreking van artikel 90 wordt hieromtrent immers het volgende aangegeven: "Dit ontvangstbewijs zal de gegevens en de informatie die de vergoedingsaanvraag dient te bevatten, herhalen".

Naar aanleiding van een vraag over artikel 90 van het ontwerp, heeft de gemachtigde officier het volgende gepreciseerd:

"Les 'modalités' de l'accusé de réception seront fixées dans une directive et visent uniquement le modèle de cet accusé qui reprendra clairement les informations utiles à l'intéressé pour faire valoir ses droits".

Het ontworpen artikel 10, § 1, eerste lid, behoort dan ook dienovereenkomstig te worden herzien.

¹⁰ Er wordt op gewezen dat, in de Franse tekst van artikel 168 van het ontwerp, "a)" in plaats van "1°" moet worden gelezen.

2. In artikel 10, § 1, tweede lid, schrijve men “dagen” in plaats van “kalenderdagen”.¹¹

Artikel 100

Er wordt verwezen naar de tweede algemene opmerking die gemaakt is in verband met het ontwerp van koninklijk besluit ‘betreffende de vervolmakingscursussen van de beroepsmilitairen van het actief kader van de Krijgsmacht, het examen voor overgang naar de graad van eerste sergeant-majoor, het kwalificatie-examen voor de graad van adjudant-chef en de beroepsproeven voor de bevordering tot de graad van majoor’, waarover heden advies 54.487/4 is verstrekt.

Artikel 134

Uit de bespreking van artikel 134 blijkt dat deze bepaling is geredigeerd naar het voorbeeld van artikel 12, vijfde en zesde lid, van het koninklijk besluit van 21 november 2007 ‘tot vaststelling van de werking van sommige instanties binnen Defensie en van de verschijningsprocedure voor deze instanties’.

In het ontworpen artikel 34, § 3, eerste lid, is de bepaling dat de weigering om te ondertekenen in de notulen wordt vermeld, een onnodige herhaling van de tweede zin van het ontworpen tweede lid, en dient ze dienovereenkomstig te vervallen.

Die opmerking moet ook worden gemaakt voor artikel 139 van het ontwerp.

Artikelen 136 en 137

De afdeling Wetgeving merkt in de artikelen 136, 1°, en 137, 1°, een verschil qua formulering op.

De formulering in artikel 137 verdient de voorkeur doordat voorgeschreven wordt om de wending “de taal van het taalstelsel van de betrokken militair” te gebruiken.

Artikel 138

Zoals artikel 138 geformuleerd is, sluit het niet aan bij artikel 43 van het koninklijk besluit van 13 mei 2004 ‘betreffende het varend personeel van de krijgsmacht’.

Artikel 138 moet worden herzien.

¹¹ Het gaat immers om dagen in algemene zin. *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 95, a). Zie in dezelfde zin advies 54.487/4, waarnaar de opmerking bij artikel 100 verwijst.

Artikel 158

In onderdeel 1° moet worden verwezen naar het tweede en derde lid en in onderdeel 2° moet worden verwezen naar het derde lid.

Artikel 171

Het is de afdeling Wetgeving niet duidelijk welke wetsbepaling, overeenkomstig artikel 182 van de Grondwet, als rechtsgrond voor dit artikel kan dienen.

SLOTOPMERKINGEN

1. Gelet op de omvang van de wijzigingen die in een zo groot aantal besluiten worden aangebracht, heeft de afdeling Wetgeving geen taalkundige opmerkingen geformuleerd; de steller van het ontwerp dient de tekst vanuit taalkundig oogpunt na te zien.

2. In een groot aantal bepalingen van het ontwerp worden de woorden “ter post aangetekende brief” vervangen op grond van de wetgeving betreffende de liberalisering van de postdiensten.

De tekst van de desbetreffende bepalingen moet echter worden aangepast in die zin dat het in het merendeel van de gevallen gaat om een aangetekende zending of om een brief die “bij de dienst der militaire estafetten” of “bij de militaire post” ingeschreven is.

Dit is het geval in de artikelen 25, 1°, 121, 128, 131, 132, 3°, 135, 140, 145, 147 en 166.

Zo ook moet in de Franse tekst van artikel 66 van het ontwerp worden bepaald dat de woorden “la lettre recommandée” door de woorden “l’envoi recommandé” vervangen worden. Ook in de Franse tekst van artikel 103 van het ontwerp dienen de passende lidwoorden te worden vermeld.

3. In het verslag aan de Koning is de bespreking van verscheidene artikelen van de ontworpen tekst onvolledig doordat er wijzigingen aan de gang zijn van de wet- en regelgeving. De steller van de tekst moet erop toezien dat de verwijzingen die hij opneemt, kloppen op het ogenblik dat het voorliggende koninklijk besluit goedgekeurd wordt.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre LIÉNARDY